

Le Monde.fr

Mercredi 8 Février 2012

Fronde de femmes aux législatives parisiennes

Comme de coutume, l'ambiance est tendue sur les bancs de la droite du conseil de Paris qui se tient lundi 6 et mardi 7 février. Après quelques mois de relatif répit, de nouvelles discordes déchirent l'opposition municipale. La liste des investitures faites par l'UMP pour les prochaines élections législatives ne laissant pas de place aux femmes dans les circonscriptions assurées ou gagnables pour la droite, plusieurs élues locales ont décidé de partir en dissidence contre le candidat officiel de leur parti. Le nouveau conflit de la droite parisienne est une bataille de genre : hommes contre femmes.

A Paris, "la loi sur la parité n'est pas appliquée", faisait mine de s'emporter, la veille, Rachida Dati devant les caméras de France 2. L'ancienne garde des sceaux, qui a obtenu un mandat de conseillère de Paris, s'est fait élire maire d'arrondissement (le 7e) en 2008 et députée européenne en 2009, revendique aujourd'hui un nouveau mandat sur l'une des deux circonscriptions qui couvrent son arrondissement. "Et pourquoi pas ?" contre le premier ministre François Fillon qui a reçu l'investiture de l'UMP, interroge celle qui est en difficulté dans son propre parti, ce dernier n'ayant pas cédé à son exigence.

" LA MÉTHODE DOUCE NE FONCTIONNE PAS AU SEIN DE L'UMP"

Depuis, la parité est devenue une thématique porteuse pour l'élue parisienne. La maire du 7e arrondissement a beau jeu de souligner les manquements de l'UMP sur cette question. "Demain, si les investitures sont confirmées, il n'y aura plus de femme à droite élue à Paris. Nous en avons trois aujourd'hui, ce sera zéro demain, quelle régression !"

Françoise de Panafieu et Martine Aurillac ayant décidé de se retirer de la vie politique, les cinq députés sortants restants sont des hommes, auxquels s'ajoute M. Fillon pour lequel la seconde circonscription de Paris a été réservée. Pas de femmes UMP donc sur les territoires gagnables pour la droite ; c'est seulement dans les arrondissements de conquête, mais où la gauche semble actuellement indéboulonnable que la droite envoie des femmes.

"Il faut contraindre l'UMP à libérer deux circonscriptions sur les six qui sont acquises à la droite à Paris", déclare Géraldine Poirault-Gauvin, conseillère UMP de Paris et conseillère régionale. La jeune élue parisienne le jure, elle ne mène pas ce combat pour elle mais "pour les femmes", explique-t-elle. Ces deux maires d'arrondissement, "sont parfaitement légitimes sur leurs territoires" juge-t-elle encore.

Pour conduire son parti à revoir sa liste dans la capitale, Géraldine Poirault-Gauvin appelle les élues parisiennes à la résistance contre la monopolisation masculine des sièges au Parlement. "La méthode douce ne fonctionne pas au sein de l'UMP. Ne rien dire ne fait rien bouger au sein du parti", s'agace la conseillère de Paris avant de dresser un constat de la mandature : "Se résigner n'a pas fait avancer la parité depuis cinq ans."

Brigitte Kuster, maire du 17e arrondissement, se dressera, elle, face à Bernard Debré, député du 16e arrondissement, qui a vu sa circonscription fondre lors du dernier redécoupage électoral. Quant à Rachida Dati, elle ne cesse de répéter qu'elle sera candidate dans son arrondissement. Si elle se présente face à M. Fillon dans la seconde circonscription, Géraldine Poirault-Gauvin pourrait compléter le "front féminin" dans le nord du 15e

arrondissement face au député et président de la fédération UMP de Paris Philippe Goujon, dont elle est la suppléante depuis les législatives de 2007...

" EN POLITIQUE, IL FAUT ENTRER PAR EFFRACTION"

Dans le 14e arrondissement, le candidat adoué par le parti devra affronter une élue UMP, Marie-Claire Carrère Gée, une élue de ce arrondissement. Cette ancienne chiraquienne n'accepte pas l'investiture de Jean-Pierre Lecoq, maire du 6e, dans une circonscription qui couvre majoritairement le 14e.

Toutefois, Marie-Claire Carrère Gée ne rejoint pas la fronde de ses collègues féminines. Sa non-investiture, elle la doit pourtant à son état de femme assure-t-elle : "Ma candidature a fait l'objet d'un veto de Jean-Claude Gaudin, président de la commission d'investiture, car mon mari était dans l'équipe de Gaston Deferre lorsqu'il était maire (PS) de Marseille. Cela n'a pas à être évoqué en commission d'investiture, je suis la femme de qui je veux et il n'y a pas de délit de mariage", rappelle la conseillère de Paris, qui mènera donc également campagne contre l'arbitrage de son parti.

Claude Goasguen, maire et député sortant du 16e arrondissement, voit également s'additionner les dissidences contre son investiture. Outre la candidature de l'UMP David Alphand, l'ancien ministre chiraquien devra affronter Valérie Sachs, membre du groupe Centre et indépendants au conseil de Paris. Les centristes avaient pourtant assuré l'UMP qu'ils ne présenteraient pas de candidat dans les circonscriptions tenues par le parti présidentiel.

"Les accords valent pour ceux qui les ont négociés, je n'en fais pas partie", répond Valérie Sachs. "En politique,

il faut entrer par effraction. On ne peut pas attendre d'être investi, en particulier dans une circonscription qui est gagnable", analyse l'élue locale, qui revendique l'emploi des méthodes de ses alter-ego masculins pour s'imposer sur le terrain politique. Quant à la récente implication de Mme Dati sur la question de la parité au sein de la majorité présidentielle, Valérie Sachs en rit : "Mme Dati a été servie et resservie par le parti. Qu'elle se saisisse de la parité parce qu'elle en veut encore plus, c'est un peu trop."

LA PARITÉ, UN DÉBAT DE CIVILISATION ?

Cette dissidence de la part d'élues parisiennes est donc menée en ordre dispersé. "Les hommes chassent en meute, et les femmes ne s'entraident pas", regrette Géraldine Poirault-Gauvin. "Même Chantal Brunel, rapporteure de l'observatoire de la parité, n'a rien à dire sur ce thème depuis qu'elle a reçu pour elle même l'investiture de l'UMP". "La Parité n'a pas à être évaluée au niveau d'un département mais au niveau national", répond Mme Brunel. "Mais là aussi, l'état des lieux n'est pas satisfaisant au sein de l'UMP", reconnaît la rapporteure.

Le bruit médiatique de la bataille des élues de droite n'a pas échappé au Maire de Paris, Bertrand Delanoë : "Pour la première fois de son histoire, la droite n'aura pas une seule députée à Paris", a observé, ironique, l'élue socialiste. "C'est presque un débat de civilisation", a-t-il ajouté. Renvoyant ses opposants à leurs valeurs.

LEMONDE.FR Eric Nunès

Tous droits réservés : Le Monde.fr
3F7775A77840500C10BD1BA1A70FC10E33F21C20930758350BB4AF9